

# Comment va vieillir le jambon

**JAMBON DE BAYONNE** Le Consortium profite de son 20<sup>e</sup> anniversaire pour réfléchir à son avenir. Avec le soutien du Ministre

PIERRE SABATHIÉ  
p.sabathie@sudouest.fr

Ce vingtième anniversaire de l'IGP (Indication géographique protégée) jambon de Bayonne sonne comme un point d'étape de réflexion à son avenir. De nombreuses actions ont été réussies depuis 1998 pour que le jambon de Bayonne gagne en notoriété. Il est aujourd'hui reconnu parmi les signes de qualité, et se démarque de la concurrence, notamment de son grand cousin serano.

Le parcours réalisé par l'équipe de Bernard Dupont a été rappelé, hier matin, à Arzacq, à l'occasion de cette journée anniversaire, devant Didier Guillaume, le ministre de l'Agriculture, de nombreux acteurs de la filière et des personnalités. Et Pierre Harambat, son successeur à la tête du Consortium, s'est projeté sur la suite à donner. « Comment passer de la filière équitable à la filière durable ?, interroge-t-il. Nous associons tous les modèles économiques, tous les maillons de la filière, nous avons réussi à fédérer une communauté autour du jambon de Bayonne. Maintenant, il faut continuer à s'adapter aux attentes des

consommateurs, aux nouveaux modèles agricoles. »

Concrètement, avec Peio Etchelecu, Pierre Harambat s'attelle à développer la démarche RSE (responsabilité des entreprises) auprès des

producteurs pour réfléchir à « comment être là dans vingt ans. Ce label RSE n'est pas encore pris en compte par les consommateurs, mais il est important pour nos acheteurs, notamment à l'export », précise le président. « Il faut définir les futurs modèles durables sans jeter l'anathème sur telle ou telle production »

« Répartir la valeur ajoutée » Le ministre de l'Agriculture s'inscrit dans cette logique. Dans son propos, Didier Guillaume a d'abord adressé un clin d'œil amical à son ami, le salaisonnier bayonnais



Le ministre Didier Guillaume participait, hier, à Arzacq, à une table ronde sur les défis du jambon de Bayonne demain. PH. D. L. D.

Christian Montauzer, « mon médecin généraliste qui me conseille de manger du jambon de Bayonne trois fois par jour », s'est-il amusé. Plus sérieusement, il a salué les producteurs et la réussite du Consortium. « La structuration autour d'un projet commun est la clé de la réussite, indique-t-il. Les États généraux de l'alimentation veulent faire la part belle aux interprofessions pour mieux répartir la valeur ajoutée, c'est ce qu'accomplit le Consor-

tium. » Comme dans l'entretien accordé à « Sud Ouest » publié hier, Didier Guillaume souligne que « l'État ne laissera pas faire la chasse aux agriculteurs et producteurs, les agriculteurs ne font pas n'importe quoi, ce ne sont pas des empoisonneurs de sol. Produire et consommer de la viande est un droit inaliénable en France ». Il insiste sur l'éducation des enfants au goût dès le plus jeune âge, et au partage de la valeur.

## Avec les pêcheurs

La visite du ministre s'est poursuivie, hier après-midi, sur le port et à la criée de Saint-Jean-de-Luz-Ciboure. Après une visite des installations frigorifiques et une explication du fonctionnement de la formation des cours à la criée d'un port, Didier Guillaume a participé à une réunion avec les différents acteurs de la filière, pêcheurs, mareyeurs, responsables syndicaux.

Il a notamment été question d'Europe et de Brexit. Les professionnels de la pêche craignent de ne plus pouvoir travailler dans les eaux britanniques. Le sujet sera abordé lors du sommet européen des 13 et 14 décembre. « Nous allons faire en sorte de vérifier que les pêcheurs français pourront encore pêcher dans les eaux britanniques » a précisé le ministre.

Sur la question du tarif du gasoil appliqué à la filière, le ministre a confirmé que la détaxe appliquée ne serait pas remise en cause.

Serge Larzabal, président du comité interdépartemental des pêches des Landes et des Pyrénées-Atlantiques, s'est dit satisfait de cette prise de contact.